

Le gouvernement a décrété une guerre fictive contre un virus. Il a ensuite mené des guerres bien réelles contre l'intégrité de l'esprit et les valeurs de la démocratie. Comme il n'a pas trouvé assez de combattants contre son œuvre il a estimé qu'il pouvait continuer à guerroyer jusqu'à empêcher l'herbe de repousser. Il a alors choisi d'éradiquer, non pas le virus, mais tous ceux qui avaient encore gardé leur esprit en état de penser et leur corps sous le chef de leur propre liberté. Encore le 1er mars le gouvernement a soutenu devant Conseil d'Etat que le passe était nécessaire. Et pourtant le Prince du conseil de défense a décidé le 3 mars de le lever le passe vaccinal au 14 mars. Il avait bien entendu une idée derrière la tête.
Le Prince est un communicant avisé. La levée du passe vaccinal est la dernière chasse d'eau pour faire disparaitre les irréductibles combattants. En levant l'objet apparent du combat,

plus personne ne comprendra que les opposants au passe se démènent encore. Ils seront encore plus raillés de vouloir se battre contre un objet qui a disparu. Car peu de citoyens comprenaient qu'on puisse lutter contre le passe sanitaire et vaccinal, et encore moins de citoyens comprendront qu'on puisse lutter contre leurs ombres. Ils y verront une lutte contre des moulins. Pourtant que le passe vaccinal soit suspendu n'a aucune importance. Il a existé, il peut exister encore. L'ordre du contrôle et des devoirs suprêmes est donc déjà accompli. Alors que les combattants se fatiguent, que les indifférents ont une autre guerre à non-penser, la guerre des droits aura-t-elle lieu ?

D'abord, il sera difficile d'engager une guerre des droits car la guerre contre l'intégrité de l'esprit a été gagnée par le gouvernement. Cette guerre a débuté immédiatement le 17 mars 2020. Elle a ressemblé d'abord à une simple manœuvre politique, éculée, visant à construire une loi forte quand un gouvernement est impuissant. Tremolo, unité, tambours, trompettes, état d'urgence. La mécanique ensuite s'est affinée par une réfutation de l'approche critique de la science, un dénigrement et une censure des opinions raisonnables, une utilisation extensive des techniques de manipulation du comportement, un dévoiement obstiné et malhonnête du droit et de l'exercice du droit, une négation irrationnelle et psychopathique de la réalité statistique concernant tant la maladie que ses vaccins (le détail de ces points est ciblé dans les différents articles de ce site). Sur tous ces terrains de batailles il y avait peu de combattants dans le camp de l'Esprit : ils étaient isolés chacun dans leur spécialité et ils ont été écrasés par l'ingénierie de la manipulation, la peur, l'excuse inusable du Bien et la paresse intellectuelle. Le gouvernement a réussi à faire accroire que s'il mentait c'est qu'il avait des raisons de mentir non pas pour celui qui sait qu'il ment mais pour celui qui ne le sait pas. Il rend ainsi hommage à celui qui sait qu'il ment, qui se sent déjà récompensé de voir sa sagacité mise en valeur par le mensonge du gouvernement dont il n'est pas dupe. Hannah Arendt le formulait ainsi : « On pouvait faire croire aux gens les déclarations les plus fantastiques un jour, et être sûr que, si le lendemain on leur donnait la preuve irréfutable de

leur fausseté, ils se réfugieraient dans le cynisme : au lieu d'abandonner les chefs qui leur avaient menti, ils protesteraient qu'ils avaient toujours su que la déclaration était mensongère, et admireraient les chefs pour leur intelligence tactique supérieure. » On fait donc du vice initial de son esprit critique un principe d'exonération permanent du vice de son esprit critique. Il sera difficile de ramener ces gens à la raison.

Mais encore, on voit que la guerre contre l'intégrité de l'esprit est perdue car les comportements ont définitivement changé. Le gouvernement n'a pas besoin de mettre une puce dans le cerveau de ses chers citoyens car il y a déjà implanté un programme directement dans leurs synapses. Ce n'est pas un programme purement pavlovien de conditionnement : peur (du virus) / obéissance (aux mesures idiotes), habituation (vaccination) / récompense (passe vaccinal). C'est un programme mieux élaboré. Car tout le monde sait que le gouvernement n'a fait que mentir. C'est même désespérant de parler avec autant de gens qui acceptent de valider que le gouvernement n'a fait que mentir et qui donnent pourtant leur confiance à ce même gouvernement. Ainsi le conditionnement fonctionne encore sur la plupart des sujets de l'expérience. Au prochain virus, spontanément les gens iront courir acheter des masques au lieu d'acheter du papier toilette. Ils se gargariseront d'avoir bien anticipé. Ils attendront avec impatience le vaccin nouveau car ils auront appris que les traitements ne fonctionnent pas et que les vaccins viennent vite. Ils sauront que les vaccins marchent mal et râleront un peu pour la forme en allant faire les x doses nécessaires. Ils attendront avec impatience un nouveau professeur fou qui soit hué par la presse. Ils voudront absolument que la pièce se rejoue pour qu'ils puissent se repaître dans leur belle et bonne habitude (récente mais longue) des pandémies. Rien n'est plus agréable à l'imbécile que de se sentir conforme à ce qu'on a pensé pour lui.

On voit aussi que cette guerre contre l'intégrité de l'esprit est perdue parce qu'il se trouve non seulement une majorité de gens pour accepter l'absurdité mais une majorité de gens pour la défendre. Chacun accepte de mettre un masque alors que c'est inutile, de montrer un

passe vaccinal complètement inique et incohérent. Et voilà ce que peut entendre celui qui maugrée, râle ou se rebiffe : « Faîtes ce qu'on vous demande, vous voyez bien que ce pauvre restaurateur/contrôleur de train/caissier n'y peut rien ». Ainsi les citoyens légitiment l'absurdité et encouragent à s'y soumettre pour ne pas risquer d'entrer en conflit avec une personne dont le travail est d'appliquer cette absurdité. Si vous résistez, luttez, contrez ces attaques, vous constaterez les mouvements suivants : le contrôleur panique, les citoyens soutiennent le contrôleur. C'est le signe d'une névrose grave. Regardez vous-mêmes : vous y avez perdu des amis. Il est impossible de les raisonner car ils sont devenus irrationnels. Ils vous disent par exemple que c'est normal de maintenir un passe dont ils savent eux-mêmes qu'il ne sert à rien sur la simple raison que (selon eux) il a servi à quelque chose dans le passé. Raphaël Enthoven est l'exemple le plus caractéristique de cette déréalisation complète.

Engager la guerre des droits sera également difficile car une deuxième guerre a aussi été perdue : la guerre contre les valeurs de la république et de la démocratie. Avant l'instauration du passe sanitaire, c'était encore une guerre ouverte. On se battait pour faire reconnaitre l'existence, pourtant constitutionnelle, d'une liberté inaliénable. A partir du moment où l'on a dit que le virus justifiait une privation de liberté proportionnée, on avait déjà été trop loin. Car l'homme de pouvoir est un ogre : il n'a rien de proportionnable. Il est ainsi devenu proportionné de pourchasser en hélicoptère des surfeurs récalcitrants au confinement puis de masquer des enfants toute la journée. On a pu se rendre compte que la majorité des professionnels du droit avait séché les cours de philosophie et que la majorité des professeurs de philosophie avait séché les cours d'histoire, que les professeurs d'histoire avaient séché les cours de biologie. Ou plus simplement on a pu vérifier que tous ceux qui avaient du savoir ne savaient pas penser. Les plus grandes bêtises ont été assénées par le président et ses sbires sur ce qu'est la Liberté: « Le passe sanitaire c'est la liberté », « Les devoirs passent avant les droits », « La liberté c'est de ne pas contaminer les autres ». Et

c’est ainsi que « liberté » est aujourd’hui une valeur perdue, une valeur négative, une non-valeur qui n’est que le sous-produit d’un Devoir, donc d’un asservissement. La liberté, c’est l’asservissement.

Après l’instauration du passe sanitaire, les notions d’égalité et de fraternité ont été traitées avec encore moins d’égard que la liberté. Pour la liberté, on avait au moins gardé les formes avec des décisions de jésuites par les éminences du Conseil d’État. Pour l’égalité et la fraternité, le gouvernement s’était arrogé le droit d’insulter tout le monde : les députés, les sénateurs, les non-vaccinés, les non-vaccinables. Et c’est là que cette guerre contre la démocratie a été gagnée aussi. Chacun s’est senti investi du pouvoir du fort contre le faible. Les grands-mères pouvaient dire en souriant à leur boulangère : « Quand même, avec tous ces non-vaccinés, on ne va pas s’en sortir. » Et ainsi de suite dans les cours de récréation, les bureaux, les hôpitaux, les lits conjugaux, les réunions de Noël. Si chacun est le juge de l’autre, personne n’est jamais plus l’égal de l’autre et encore moins son frère.

Par contre la guerre contre les irréductibles a été perdue par le gouvernement. Cette guerre était menée obstinément par les manifestants des samedis. Le gouvernement avait réussi à les rendre invisibles et pouvait donc se passer de faire la guerre à un ensemble qu’il s’était acharné à rendre insignifiant dans les médias. Pourtant, le président fou a craqué. Il n’a pas pu seulement continuer d’écraser silencieusement ses ennemis. Il a fallu que son ego parle plus fort que son cabinet de conseil et qu’il avoue que ces irréductibles étaient une épine dans sa toute-puissance, qu’ils voulaient les emmerder jusqu’au bout. Ce n’est pas le « emmerder » qui est important, mais le « jusqu’au bout ». Comme toute engeance fondée sur la haine, le président fou a voulu s’assurer de maintenir présent en lui-même le plus longtemps possible l’objet de sa haine, afin de renforcer sa jouissance. Voyez l’homme qui bat sa femme, puis fait tout pour qu’elle demeure à ses côtés afin de pouvoir la battre encore. C’est le même tableau psychopathologique que celui d’Emmanuel Macron.

Emmanuel Macron aime les non-vaccinés de pouvoir les haïr et y investir tous ses mauvais

objets mentaux. On le voit encore quand Gabriel Attal annonçait mi-février une fin du passe vaccinal le 15 mars, M.Véran est venu rapidement contredire cette date. Tout ça au final pour confirmer cette même date un peu plus tard. Car le président fou aime à laisser la souris repartir de sa mâchoire pour la rattraper aussi vite avec sa patte afin de l'y remettre.
Mais le fou doit composer avec la réalité. Notamment avec le nombre : en plus des 4 millions d'irréductibles, il y a 4 nouveaux millions de personnes qui ont choisi de ne pas conserver leur passe sanitaire en refusant une 3ème dose (3.8 millions). Et il y a encore 4.5 millions de personnes qui ont gardé un passe parce qu'elles ont contracté le virus : combien parmi elles auraient été pointer au centre de vaccination ? Ainsi c'est peut-être 10 millions de personnes qui ont dit STOP. Et cela n'aurait rien d'étonnant car à la mise en place du passe sanitaire en juillet 2021, il y avait déjà 10 millions de récalcitrants. Ils ont peu à peu disparu dans statistiques d'autosatisfaction gouvernementale de la vaccination forcée mais ils sont donc revenus intacts. Ce grand nombre de récalcitrants ressuscités est ennuyeux pour la présidentielle. C'est pour cela que M.Véran les brosse dans le sens du poil en parlant de « fatigue vaccinale » plutôt que d'utiliser ses expressions favorites d' « irresponsables » et « anti-vax ». Ce grand nombre de récalcitrants ressuscités est ennuyeux quand on voit qu'au Canada des gens déterminés ont pu bloquer la capitale pendant 24 jours. Alors la police du régime a mis des blindés sur les Champs Elysées, des CRS agités et des verbalisateurs zélés partout pour mater le convoi de la liberté à la française. Le président fou a alors compris qu'il avait perdu la guerre contre les irréductibles et tente maintenant de les prendre de court en levant le passe vaccinal et en utilisant toute la gymnastique médiatique pour parler d'autre chose que de sa défaite.
Alors, la guerre des droits va-t-elle pouvoir avoir lieu dans le capharnaüm de la guerre en Ukraine qui mobilise toutes les forces du Bien ? Il est tellement simple dans une guerre réelle et sanglante de trouver des bons et des méchants que le camp du Bien est tout à son aise. Il s'y engouffre en roue libre et y consacre sa pensée simpliste du soir au matin plutôt que de

commencer à analyser ce que la soi-disant guerre contre le virus a laissé comme morts et blessés dans la réalité et dans la structure de la démocratie.
Certains irréductibles croient que cette guerre va commencer. Ils y croient du fait de leur nombre, du retentissement du convoi de la liberté Canadien, de la multiplication des communiqués scientifiques et mea culpa officiels (du CDC par exemple). Ils croient que la guerre des droits sera engagée par des révélations puis gagnée par des procès, du sang et des larmes. C'est possible mais c'est peu probable. Par exemple la commission d'enquête du Sénat sur les effets secondaires est menée par un Sénat dont une partie était pour la vaccination obligatoire et l'autre partie a voté le passe sanitaire puis le passe vaccinal sans s'émouvoir au-delà des effets de manches. Il ne peut rien y avoir de nouveau quand le juge est partie. Si on regarde tous les scandales financiers ou sanitaires des cinquante dernières années, on ne voit pas lequel a aboutit à la mise en cause sérieuse d'un responsable et l'avènement d'une vérité transformatrice. Un petit tour et puis s'en vont.
Il n'y a donc pas à espérer que le groupe des nouveaux 10 millions puisse jamais engager la guerre des droits. Cette guerre ne pourrait exister que par un renversement d'une masse plus imposante parmi les 40 millions de citoyens adultes qui se sont momifiés. Pour qu'une guerre des droits surgisse il faudrait donc un renversement des « masses ». Un renversement des masses qui reviendraient suivre un autre mouvement, un mouvement plus ancré dans la liberté individuelle. Ce renversement est possible mais il ne sera pas le fait d'une révolte, d'une colère, d'une guerre des droits. Car les masses sont, comme on l'a vu, à la limite de la lobotomie. Leur réflexion personnelle a disparu. Leur réveil ne viendra pas non plus grâce à des révélations des médias car le fondement du média est de suivre le vent qui va ou qu'il veut voir venir, et surtout pas de l'anticiper. Il n'y aura sans doute pas de guerre pour les droits mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune chance de les recouvrer. Cette chance c'est la paresse. Ce qui retournera les masses ce sera simplement la paresse. Parce que de devoirs en devoirs, de fatigue en fatigue, l'hypothèse de la construction d'une société de

contrôle voulue par le politique en profitant de l'opportunité de la syndémie covid deviendra plus acceptable que la précédente (c'est-à-dire la thèse que la construction d'une société de la sécurité et du Bien était nécessaire pour contrer une pandémie ultra-mortelle).
La paresse est la force qui ramène les masses dans la réalité aussi surement qu'elle les en a éloignées. Car pour garder les masses dans le faux, cela demande une grande cohérence, une grande force, que les pouvoirs politiques ne peuvent pas donner sur le long terme. Mêmes les pouvoirs les plus dictatoriaux arrêtent à un moment de vouloir convaincre de la réalité de leur hypothèse : ils continuent à l'imposer en sachant qu'elle est devenue explicitement fausse et ils ne sont respectés que parce qu'ils sont outrageusement violents. Et une démocrature est en cours en France, une dictature sanitaire est en cours en France, mais une dictature complète et aboutie n'est pas à l'ordre du jour. Le pouvoir ne pourra pas tenir sa cohérence incohérente dans la durée, ne serait-ce que parce que cela n'a été possible qu'avec l'injection de 600 milliards d'euros en pure perte et qu'il ne sera pas tenable économiquement de poursuivre ainsi.
Peut-être la bonne nouvelle est que toute cette paresse initiale qui avait éloignée de la liberté était préexistante à la pandémie. Comme l'indique Mathieu Slama dans Adieu la Liberté : « l'événement de la pandémie n'en était pas un, que la catastrophe n'en était pas une et que, si nous avions si facilement abandonné nos libertés, c'est que nous n'étions déjà plus libres ». Cela voudrait dire que cet événement a contribué à libérer des personnes qui se croyaient libres et qui ne l'étaient déjà plus. Et par paresse bientôt les masses viendront mollement constater sans grand regret qu'un peu de liberté leur ferait du bien. Mais leur aveuglement peut durer. Il peut même durer encore cinq ans. La première bataille de la non-guerre des droits : voter contre tous les fossoyeurs de la liberté, surtout contre le plus malfaisant d'entre eux. Et s'armer davantage de patience que de brulôts.
« Ah ! les philtres les plus forts / Ne valent pas ta paresse, / Et tu connais la caresse / Qui fait revivre les morts ! » Les Fleurs du Mal, Chanson d'après-midi, Charles Baudelaire.
Tweet